

PLATEFORME REVENDICATIVE et 31^e Congrès C.G.T.

La question de la plate-forme revendicative, du programme, surgit de nouveau à travers l'agitation qui secoue tous les secteurs de la classe ouvrière. C'est pourquoi également l'insuffisance du projet de la CA apparaît encore plus criante. Depuis deux ans tous les dirigeants syndicaux, dans les multiples « descentes » qu'ils effectuent dans les syndicats de base, voire dans les usines s'acharnent à ne pas vouloir chiffrer d'augmentation. C'est la leçon tirée, paraît-il, du semi-échec de la grève du 28 avril 1954. Depuis cette époque, la « particularisation » était à l'honneur. Mécaniquement, les dirigeants enseignaient que c'était en partant des revendications les plus minimes, à l'échelle de l'équipe, de la chaîne..., d'un morceau de chaîne également que finirait par sortir la « revendication générale ».

Tout ceci s'est effectué mécaniquement, en méprisant le mouvement propre de la classe ouvrière, de ses aspirations, de sa conscience, de ses expériences. Qu'ont fait les bureaucrates de la revendication des 40 fr. de l'heure, surgie des grèves de Saint-Nazaire, Nantes en 1955? Rien.

Les travailleurs des chantiers navals viennent de balayer en même temps, à Dunkerque et Saint-Nazaire de nouveau, lors même de la grève de leurs camarades anglais, les assertions de ceux qui ne les croyaient sensibles qu'aux « petites revendications » dites plus accessibles. Du fameux brassage de toutes les petites revendications, de toutes les petites actions, élevant de façon rectiligne et continue le niveau de l'action, qu'est-ce que la Confédération a tiré, aujourd'hui, après les grèves des mineurs, de l'EDF, de la SCNF, de la RATP, des fonctionnaires C et D, les actions des postiers, des métallurgistes, etc...?

Les 145 fr. de l'heure?

Dans tous les conflits en cours, il y a une revendication dont personne ne parle et c'est la seule qui soit mentionnée dans le projet: les 145 francs. C'est une contradiction énorme, entre les bureaucrates qui se taisent et les ouvriers qui négligent ces 145 fr. et exigent autre chose, qu'il faudra bien résoudre.

A ce propos, on peut remarquer que les 25.166 (145 fr. l'heure) nets de tous impôts et retenues à la Sécurité Sociale, du 28 avril 1954, se voient, par la suppression de cette précision, infliger un nouveau recul.

Bref, les ouvriers commencent à en avoir assez. Dernièrement, un nommé Gensous, dans l'Humanité, remarquait entre autre, qu'une des caractéristiques des mouvements en cours, c'était l'importance des revendications formulées par les ouvriers (jusqu'à 50 fr. de l'heure) et le journal « Libération », pendant la grève de 48 heures de la SNCF dénonçait « le désordre indescriptible des salaires ».

Nous pouvons ajouter qu'une autre grande caractéristique des mouvements en cours, c'est la popularité d'un mot d'ordre de revendication uniforme.

A la politique de l'« atomisation » des revendications et à la formulation savante du genre: « Parallélisme global RATP-SNCF-EDF » de FO par exemple, aux révisions des grilles catégorielles et hiérarchisées où s'enferment les syndicats de la CGT, les ouvriers opposent, et très souvent dans les sections ou syndicats CGT, une revendication simple et uniforme.

Énumérons-en quelques-unes qui, lorsqu'on les rapproche et confronte, ce qui n'est pas possible à la lecture des journaux des organisations ouvrières traditionnelles, deviennent tout à fait claires.

Fonctionnaires: 4.000 francs.

SNCF: 5.000 francs. Mineurs, Air-France: 6.000 francs. RATP: 8.000 francs (section syndicale CGT du dépôt de Championnet); Hispano, Renault de Flins: 50 fr. de l'heure (soit plus de 8.000 fr. par mois).

C'est le bon sens, la logique des ouvriers, leur souci d'unité d'abord sur une revendication qui s'opposent aux constructions de leurs dirigeants.

C'est la tendance principale des mouvements en cours, celle à laquelle il faut se plier si l'on veut donner une plate-forme revendicative à la classe ouvrière.

C'est ce à quoi nous faisons allusion dans notre journal lorsque nous parlons d'unification des revendications. Il serait possible, dès maintenant, de fusionner la plate-forme avec les masses en lutte. La préparation du Congrès de la CGT, le fonctionnement décentralisé des syndicats et fédérations, c'est d'exiger que chaque syndicat ait pour tâche de formuler sa revendication uniforme, de consulter et convoquer en larges assemblées tous les travailleurs, de leur donner comme perspective la recherche de la revendication commune à tous les travailleurs.

Une organisation qui assume des responsabilités de direction doit donner les éléments de discussion aux ouvriers, aider à chiffrer, permettre à ses syndicats d'exprimer les désirs des travailleurs. Le 31^e Congrès aurait alors un sens, la discussion préparatoire également: 6.000 francs également pour tous, c'est ce qui paraît surgir des grèves actuelles. C'est ce que la Direction de la CGT s'efforce de ne pas faire dans son projet de programme. Les travailleurs peuvent envisager avec optimisme la période de grandes luttes d'ores et déjà ouverte. A travers beaucoup d'obstacles, ils se fraient la voie, leur voie: L'UNIFICATION DES REVENDICATIONS, LA COORDINATION DES LUTTES.

DUPARC.

Agitation chez RENAULT

La température s'élève chez Renault... Une série de symptômes le dénote.

Vendredi 12 avril, 12 h. 30. — Un meeting se tient Place Nationale sur le thème des « Tortures en Algérie » avec Nicole Dreyfus, avocat et le pasteur Bosc du Mouvement de la Paix, qui remplacent Vercors et Madaule pressentis précédemment. Ce meeting, convoqué sur appel d'une vingtaine de travailleurs de la CGT, de la CFTC, du PCF..., nouvelle gauche et inorganisés, rassemble une assemblée plus nombreuse qu'à l'ordinaire (2 à 3.000 personnes), comblant largement l'espace compris entre le kiosque à journaux qui s'élève au milieu de la place et l'entrée principale de l'usine. Il y a quelques semaines, la section du PCF rassemblait de 3 à 400 travailleurs sur le même sujet de la Paix en Algérie. L'attention plus concentrée, plus grave également des auditeurs devant les récits des tortures, les applaudissements plus nourris et spontanés attestent la sensibilisation des travailleurs. Les discussions qui suivirent, l'après-midi dans les ateliers ne purent que mieux faire sentir l'absence de mots d'ordre d'action concrets. Sur ce terrain, si les ouvriers sentent qu'une grève immédiate n'est pas encore possible, ils l'envisagent très concrètement comme perspective si leurs partis et syndicats ne l'ont pas. L'absence d'organisation se fait sentir. L'intervention discontinue des organisations ouvrières, l'inexistence de campagne systématique font apparaître la nécessité de constitution de comités larges dans les départements. La centralisation de ces Comités devrait permettre l'organisation de rassemblements, défilés à la sortie du travail réalisables pratiquement, ceci dans un climat très amélioré.

..

Le même jour, d'importants débrayages eurent lieu dans les départements faisant équipe, à 90 % (surtout à la 4CV, départements 14 et 15) sur le mot d'ordre des 3/4 d'heure pour le repas au lieu d'une demi-heure. Plus de 1.000 ouvriers prirent leur quart d'heure supplémentaire.

Depuis un certain temps, on peut remarquer combien l'automatisation sensibilise les travailleurs aux revendications ayant trait à la réduction du temps de travail (augmentation de la durée des congés payés, les 40 heures, etc...). Les ouvriers de la 4 CV ont parfaitement résumé cette situation, eux qui viennent de voir en deux ou trois ans leurs ateliers complètement bouleversés par la modernisation, de la façon suivante: « Nous ne voulons plus manger avec un lance-pierres à côté de transferts ultra-modernes; il faut que la modernisation nous profite. »

La réussite de ce débrayage, surtout à la 4 CV, malgré le jeu tou-

jours équivoque, sectaire et imbécile de R.O. mérite de plus grandes explications.

L'action est préparée depuis quelques semaines par des tracts, des pétitions quasi-unanimes, des délégations, par les délégués et sections syndicales CGT et CFTC. Depuis le début de cette campagne, R.O. est intervenue, en refusant l'unité d'action avec la CGT, et se servant de multiples prétextes (en vrac, les événements de Hongrie, Tito, Staline, le « cassage de gueule » de Blanc, secrétaire du syndicat FO le 13 novembre dernier par des militants du PCF outrés de sa présence « en spectateur » sur les lieux de l'incendie de l'Humanité, etc...). Depuis un certain temps, leurs tracts parlaient de moins en moins de ces questions et de plus en plus de l'action pour les 3/4 d'heure en raison de la combativité accrue des ouvriers. Cette colère des ouvriers contre R.O. est d'autant plus justifiée que parmi les délégués CGT de la 4CV à la pointe de l'action, deux de ces derniers ont pris ouvertement position, dans leur atelier, contre la version PCF des événements de Hongrie.

Lorsque FO lança un mot d'ordre d'arrêt du travail pour le mardi 16, ce Syndicat choisit... le moment même où CGT et CFTC appelaient à la cessation du travail, le vendredi 12. La diversion ne réussit pas. Le débrayage eut lieu quand même le vendredi 12. Le lundi 15, CGT et CFTC se ralliaient néanmoins au nouveau mot d'ordre de FO pour le lendemain.

Lundi soir 15, la Direction convoquait FO, CFTC, SIR, CGC, à l'exclusion de la CGT et annonçait qu'elle accordait deux fois cinq minutes accolées à la demi-heure d'arrêt.

En cédant en partie, parce qu'elle compte bien faire sortir autant de production malgré les 10 minutes d'arrêt, la Direction de l'usine montre qu'elle est parfaitement consciente de l'évolution du rapport de forces.

L'action continue pour les 3/4 d'heure sans accélération de cadences. Des équipes ont de nouveau, pris 1/4 d'heure les jours suivants.

Pendant le même temps, la situation dans les transports (grève de 48 heures SNCF et RATP) se répercutait à l'usine.

Malheureusement, le syndicat CGT manifestement le plus décidé à tenter quelque chose, au lieu de profiter du lundi et du mardi pour préparer l'action ne fit des propositions aux autres syndicats pour un arrêt d'une heure, que le 17 avril, la grève de la RATP ayant commencé le matin. Les ouvriers sentirent que c'était trop tard... En-

(Suite page 11.)